

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

N° 14734*03

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

18/09/2018

18/09/2018

8018-ARA-DP-1507

1. Intitulé du projet

Aménagement de cours d'eau en vue de la protection contre les inondations du bassin versant de l'Yzeron : modification du projet dans le secteur 3 dit "du gué de ruelle Mulet"

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Syndicat d'Aménagement et de Gestion de l'Yzeron, du Ratier et du Charbonnières

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

M. BADOIL, président du SAGYRC

RCS / SIRET

2 5 6 9 1 0 3 7 3 0 0 0 2 4

Forme juridique 7353 - SIVU

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
R.122-2 CEnv / 10.	10. Canalisation et régularisation des cours d'eau
R214-1 CEnv:	Pas de modification du linéaire impacté, par rapport au projet initial autorisé.
3.1.2.0 3.1.4.0 3.2.2.0. Déclaration car	3.1.2.0 : Pas de modification du linéaire impacté, par rapport au projet initial
surface inf à 1 ha et 3.2.6.0 Autorisation	3.1.4.0 : Pas d'augmentation du linéaire conforté par techniques autre que vivantes
	3.2.2.0 : Surface soustraite à l'inondation conforme au projet autorisé
	3.2.6.0 : Dignes autorisées. augmentation du linéaire de digue de 125 ml (4000 ml dans le projet total autorisé)

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Afin de garantir l'atteinte des objectifs de protection prévus dans le projet initial, il est nécessaire :

- de créer une digue supplémentaire,
- d'augmenter les linéaires de digues de protection prévus.

Il est proposé également d'optimiser le tracé de deux ouvrages afin d'améliorer leur intégration dans le site, faciliter la réalisation des travaux et diminuer les impacts sur l'Yzeron.

4.2 Objectifs du projet

Le Sagyrc a entrepris un programme de travaux sur l'ensemble du bassin de l'Yzeron en vue de la protection contre les inondations et de la restauration écologique des milieux aquatiques.

Les travaux sur l'Yzeron ont été approuvés par arrêté préfectoral, suite à une procédure de demande d'autorisation au titre des articles L214.1 à L214.6 et R214-1 à R214-56 du code de l'Environnement et aux décrets d'application 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 modifiés.

C'est donc la modification des travaux initialement prévus et approuvés par arrêté préfectoral qui fait l'objet du présent dossier. Le changement des travaux et de leur emprise requiert l'élaboration d'un Porter à Connaissance correspondant à une demande de modification d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau en application de l'article R.214-18 du code de l'Environnement (cf. le dossier joint annexe 5).

Le projet initial est modifié pour que le passage de la pointe de crue trentennale (équivalente à celle de 2003) soit possible sans débordement (objectifs des travaux et de la DUP) dans le secteur du Gué de Ruelle Mulet (commune de Francheville).

Le projet final permettra de répondre aux objectifs initiaux et mentionnés dans l'arrêté d'autorisation initial et dans le dossier de D.I.G..

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Après vérification de la topographie locale lors d'un avant-projet modificatif, il apparaît que les ouvrages prévus initialement sont contournés par l'amont sur les deux rives et par l'aval en rive gauche.

Ainsi, afin d'atteindre les objectifs initiaux de protection, il est nécessaire de réaliser les adaptations suivantes :

- rive droite (d'amont vers l'aval) :

* A / création d'une nouvelle digue de 180 ml, hauteur max : 1,50 m. Cette digue sera déviée à l'aval perpendiculairement au cours d'eau dans la parcelle BO108 afin de garantir la protection des habitations et des personnes à l'amont des parcelles BO115, 116 et 117. La digue sera refermée sur le point haut présent sur la parcelle BO109 afin de conserver la zone d'expansion en rive droite sur les parcelles BO108 et BO166 qui ne sont pas des parcelles à risque. La digue aura 3 m en crête et des pentes à 2 pour 1.

* B / prolongement du mur digue prévu sur 45 ml, hauteur max 1,50 m. Ce mur digue se refermera sur le talus de la parcelle BO 107,

- rive gauche (d'amont vers l'aval) :

* C / prolongement de la digue prévue sur 50 ml, hauteur max 1,20 m. Cette digue se refermera sur le talus de la parcelle BO212. Elle sera de plus éloignée de la berge de l'Yzeron afin de prévenir tout risque d'érosion par le ruisseau sans avoir à protéger la berge par un ouvrage de génie civil qui aurait artificialisé la berge.

* D / création d'un mur digue le long de la parcelle BN 161 et la Ruelle Mulet afin d'empêcher le retour des eaux par l'aval (linéaire : 70 m et hauteur max : 1 m).

Il est prévu également l'optimisation du tracé de certaines digues :

* E / en rive gauche, la digue prévue est déplacée vers l'intérieur des terres afin de faciliter la réalisation du mur digue prévu en rive droite. Cette optimisation permet également de diminuer le degré d'artificialisation de la berge rive droite (remplacement d'un mur béton toute hauteur par une berge retalutée et végétalisée) et de restaurer un espace de liberté plus conséquent.

* F / optimisation de la digue rive droite aval (éloignement des bâtis et création d'un ouvrage plus homogène).

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Dans le cadre du projet, le SAGYRC se portera acquéreur de l'ensemble des emprises des aménagements. Une fois les aménagements réalisés, le SAGYRC prendra en charge leur suivi, leur entretien et leur exploitation, de façon courante comme à la suite de crues.

Des visites de contrôle seront systématiquement réalisées par le SAGYRC à l'occasion de chaque crue mettant en charge les digues. Ces visites seront réalisées si possible pendant et/ou après la crue.

La surveillance de chaque ouvrage par le SAGYRC devra comprendre des visites périodiques qui ont pour but l'examen visuel de l'ouvrage, de ses abords et de ses organes d'évacuation et de drainage, ainsi que le cas échéant, les zones de berge instables ; ces visites seront réalisées au moins deux fois par an et après chaque crue.

Une visite technique approfondie sera organisée au moins une fois tous les deux ans. Le SAGYRC fera réaliser cette visite par un bureau d'études spécialisé et devra adresser le compte-rendu au Service de Contrôle. Il comportera les résultats de l'examen visuel de l'ouvrage et le contrôle de l'exécution correcte des mesures de surveillance par le SAGYRC.

Le SAGYRC adressera un fois tous les cinq ans au Service de Contrôle un rapport d'exploitation donnant d'une part des renseignements succincts sur l'exploitation des ouvrages au cours des cinq dernières années, sur les incidents constatés et les travaux effectués, et d'autre part, sous forme de graphiques, les résultats des mesures effectuées ainsi que leur interprétation.

Le SAGYRC tiendra, dans des locaux proches de l'ouvrage et hors de portée de toute inondation (siège du SAGYRC, Grézieu la Varenne), un registre sur lequel seront sommairement mentionnés au fur et à mesure, avec indication des dates, les principaux événements relatifs à l'exploitation de chaque ouvrage de digue (solicitation, déversement) et les travaux d'entretien ou de réparation effectués ; ce registre devra être examiné et visé par les agents du Service de Contrôle à chacune de leurs visites.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

le projet a été soumis à autorisation au titre des articles R214.1 et suivant du Code de l'environnement, a fait l'objet d'une DUP et d'une DIG, en cours de validité.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
A/ création d'une nouvelle digue en rive droite en amont du gué de Ruette Mulet,	+ 180 ml, hauteur max : 1,50 m
B/ prolongation d'un mur digue autorisé en rive droite en amont du gué de Ruette Mulet,	+ 45 ml, hauteur max : 1,50 m
C / prolongation d'une digue autorisée en rive gauche en amont du gué de Ruette Mulet,	+ 50 ml, hauteur max : 1,20 m
D/ création d'un mur digue de fermeture en rive droite aval de Ruette Mulet,	+ 70 ml, hauteur max : 1 m
E/ modification du tracé d'une digue autorisée en rive gauche	- 30 ml, hauteur max : 1,20 m
F/ modification du tracé d'une digue autorisée en rive droite aval	+ 65 ml, hauteur max : 1,90 m

4.6 Localisation du projet**Adresse et commune(s) d'implantation**

Commune de Francheville, secteur du gué de Ruette Mulet sur l'Yzeron (linéaire de 250 m en amont du gué à 160 m à l'aval) .

Coordonnées géographiques¹

Long. _ ° _ ' _ " _ Lat. _ ° _ ' _ " _

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. 4 5 ° 4 4 ' 2 7 " 6 Lat. 4 _ ° 4 6 ' 0 0 " 8

Point d'arrivée :

Long. 4 5 ° 4 4 ' 1 9 " 4 Lat. 4 _ ° 4 6 ' 0 7 " 8

Communes traversées :

commune de Francheville

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☒

Non ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☒

Non ☐

Elargissement des cours d'eau sur les communes d'Oullins, Sainte-Foy-Lès-Lyon, Francheville, Tassin la Demi-Lune et Charbonnières-les-Bains.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

Arrêté de DUP du 8/12/2011 et Arrêté de DIG / autorisation loi sur l'eau du 13/01/2012.

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	le site de Ruelle Mulet se situe à la proximité aval de la ZNIEFF de type II n°6911 "ensemble fonctionnel formé par l'Yzeron et ses affluents".
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	le secteur de Ruelle Mulet est situé dans la zone AC1 du PLU communautaire. Cette zone correspond à la Servitude de protection des Monuments Historiques – Château de Francheville le Bas site inscrit le 12/07/1982 (la zone d'étude appartient au périmètre de 500 m relatif à ce site inscrit).
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	le secteur du projet est concerné par le PPRNi de l'Yzeron. le PPRNi de l'Yzeron a été approuvé le 22 octobre 2013.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Dans un site inscrit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un monument est inscrit au titre des Monuments Historiques sur la commune de Francheville : Les ruines du château, inscrites par l'arrêté du 12 décembre 1982. Ce site interfère directement avec le secteur d'aménagement de Ruelle Mulet. Le projet autorisé en tient compte et les modifications n'impactent pas les dispositions relatives à la préservation de ce patrimoine.
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	il n'y a pas de site Natura 2000 sur le bassin hydrographique concerné par le projet, ni à l'aval de celui-ci qui soit susceptible d'être en interaction avec le projet.
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des Informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'arasement du seuil de Ruette Mulet peut accroître le drainage de la nappe par le cours d'eau sur la partie amont et abaisser le niveau d'étiage de la nappe. Le calage de la nappe est cependant artificiel à ce jour du fait de la présence du seuil, dont la suppression permettra potentiellement de retrouver un fonctionnement naturel des échanges nappe-cours d'eau sur ce tronçon.
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet dans le secteur de Ruette Mulet était initialement excédentaire en matériau car il y aura un déblai de 7000 m3 de terre et des remblais de 3000 m3 de terre et 800 m3 en gabions/roche. Les modifications et notamment les linéaires complémentaires de digues permettront d'approcher l'équilibre, tout en restant légèrement excédentaire.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le reprofilage des berges et leur traitement modifieront la végétation rivulaire existante qui est dégradée (parsemée dans le secteur de Ruette Mulet) et n'abrite pas de stations d'espèces végétales et animales rares, remarquables ou protégées. Les espèces autochtones sont largement concurrencées par des espèces ornementales introduites. Le projet inclut des dispositions qui amélioreront l'accueil de l'avifaune nicheuse, les chiroptères qui fréquentent le cours d'eau ainsi que la petite faune. L'arasement du seuil permettra de rétablir la continuité piscicole.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	le projet est dans une zone naturelle N2 qui correspond à des « activités de plein air et occupations et utilisations du sol compatibles avec l'objectif de préservation ».
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	la projet a pour objectif de réduire le risque d'inondation sur le bassin versant de l'Yzeron. Il concourt ainsi à la protection des personnes et des biens vis à vis du risque inondation. Le projet permet dans le secteur de Ruette Mulet de faire transiter la crue trentennale sans débordement. Au regard du règlement du PPRI, ces aménagements sont assimilés à des travaux de protection collective contre les crues, le projet est donc bien compatible avec les prescriptions du PPRI de l'Yzeron.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Non, car le projet dans le secteur de Ruette Mulet ne fait pas l'objet de modification, de perturbation des déplacements et du stationnement.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	sans objet.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les aménagements hydrauliques prévus sur le secteur de Ruette Mulet sont situés à environ 300 m des ruines du Château de Francheville. Les aménagements du Gué de Ruette Mulet seront peu visibles depuis le château. l'impact est faible à négligeable (cf. étude d'impact initiale).
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Sans objet. En effet, le projet est dans une zone naturelle N2 qui correspond à des « activités de plein air et occupations et utilisations du sol compatibles avec l'objectif de préservation ». Le règlement de la zone autorise des "constructions, travaux et ouvrages notamment hydrauliques liés à la gestion des cours et plans d'eau, des champs captant, à la mise en valeur du potentiel écologique du site, à la prévention et de gestion des risques. "

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

sans objet.

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Le projet modifié a une emprise plus importante sur les parcelles du fait de l'augmentation de la longueur des ouvrages. Cependant ces surfaces supplémentaires avaient déjà été intégrées dans l'étude d'impact du projet initial notamment au niveau des inventaires faune/flore sans révéler d'espèces remarquables supplémentaires.

Au contraire, le projet modifié permet de diminuer le linéaire de berges artificialisé notamment en amont rive droite du gué (cf. supra). Il permet également d'augmenter la largeur du lit endigué et ainsi de densifier la ripisylve et les boisements de pied de berge afin de reconstituer l'ombrage initial tout en limitant l'impact sur la section hydraulique. Cette surlargeur maximisera l'espace de liberté pour le ruisseau et amplifiera l'effet corridor actuel.

Il est prévu l'éradication systématique de la renouée du Japon présente sur le site. L'enlèvement du seuil existant permettra le décolmatage du lit par l'évacuation des limons stockés en amont et la reconstitution d'un profil plus courant.

Les digues réalisées s'intégreront plus facilement au site car leurs pentes seront adoucies et elles seront végétalisées.

En phase chantier, il est prévu de réaliser les terrassements en période d'étiage voire d'assecs afin de limiter les impacts sur l'Yzeron. Le emploi des déblais est optimisé afin de limiter les transports et les émissions de gaz à effet de serre. Afin de préserver au mieux le voisinage, les accès à la zone de chantier seront réfléchis pour limiter le bruit, la pollution et les poussières (éloignement des habitations, optimisation des linéaires de trajets urbains, nettoyage des voiries, arrosage des pistes, etc.).

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet explicité dans le paragraphe ci-avant constitue à nos yeux une modification notable mais non substantielle du projet initial qui a fait l'objet d'une étude d'impact et a été approuvé. Les objectifs du projet modifié sont les mêmes que ceux du projet initial ainsi que les travaux envisagés.

Malgré l'augmentation des linéaires d'ouvrage, le projet modifié permet de diminuer les impacts du projet initial notamment en terme d'artificialisation du lit et des berges de l'Yzeron. De plus, les surfaces supplémentaires concernées par les travaux faisaient déjà partie de la zone d'étude lors de l'évaluation des impacts, c'est pourquoi, il ne nous apparaît pas nécessaire aujourd'hui d'effectuer une nouvelle évaluation environnementale du projet modifié.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
annexe 5 : porter à connaissance - dossier de demande de modification d'autorisation en application de l'article R.214.-18 du Code de l'Environnement.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



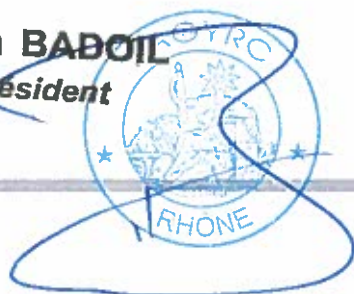
Fait à Grézieu-la-Varenne

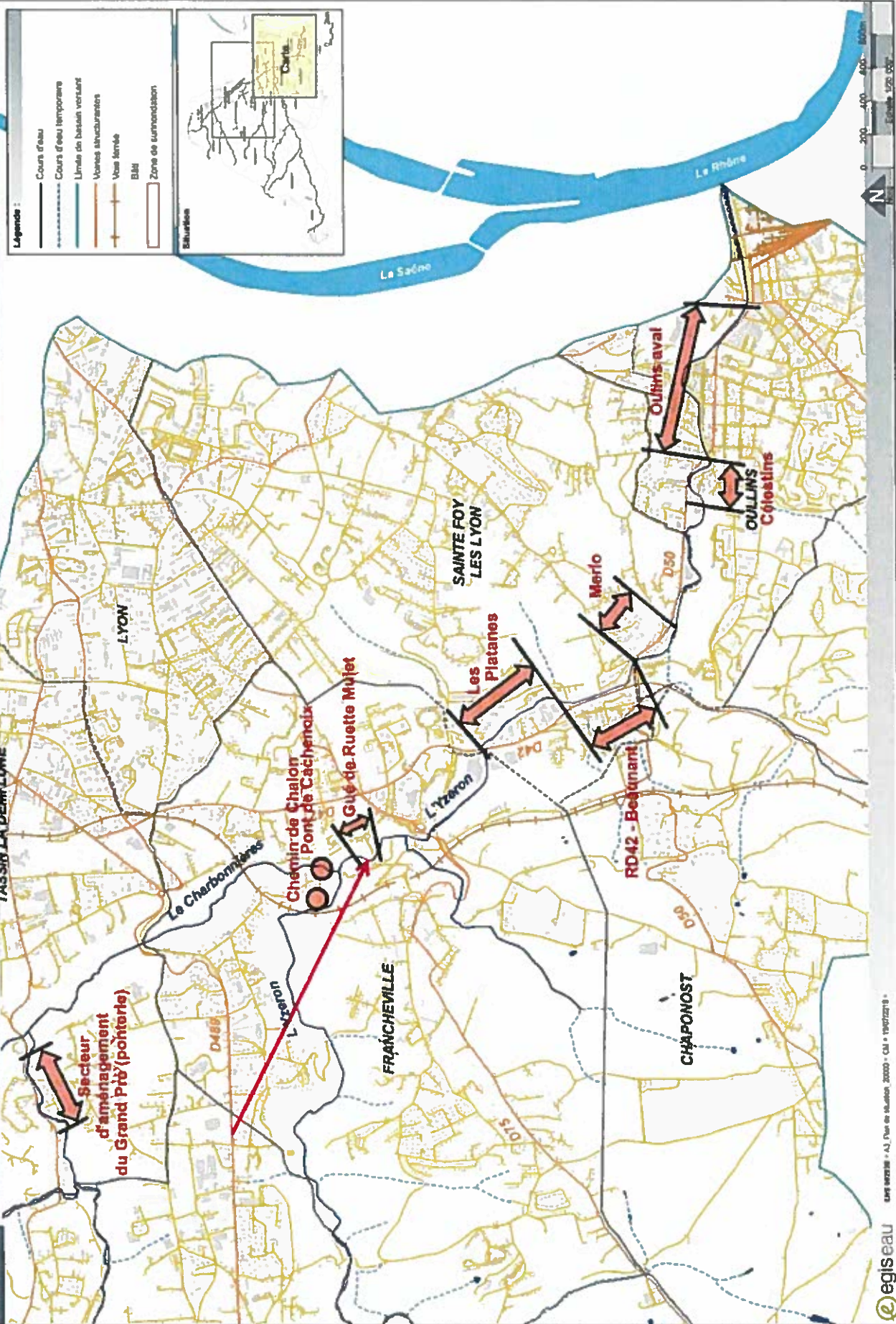
le.

06/09/2018

Signature

Alain BADOIL
Président

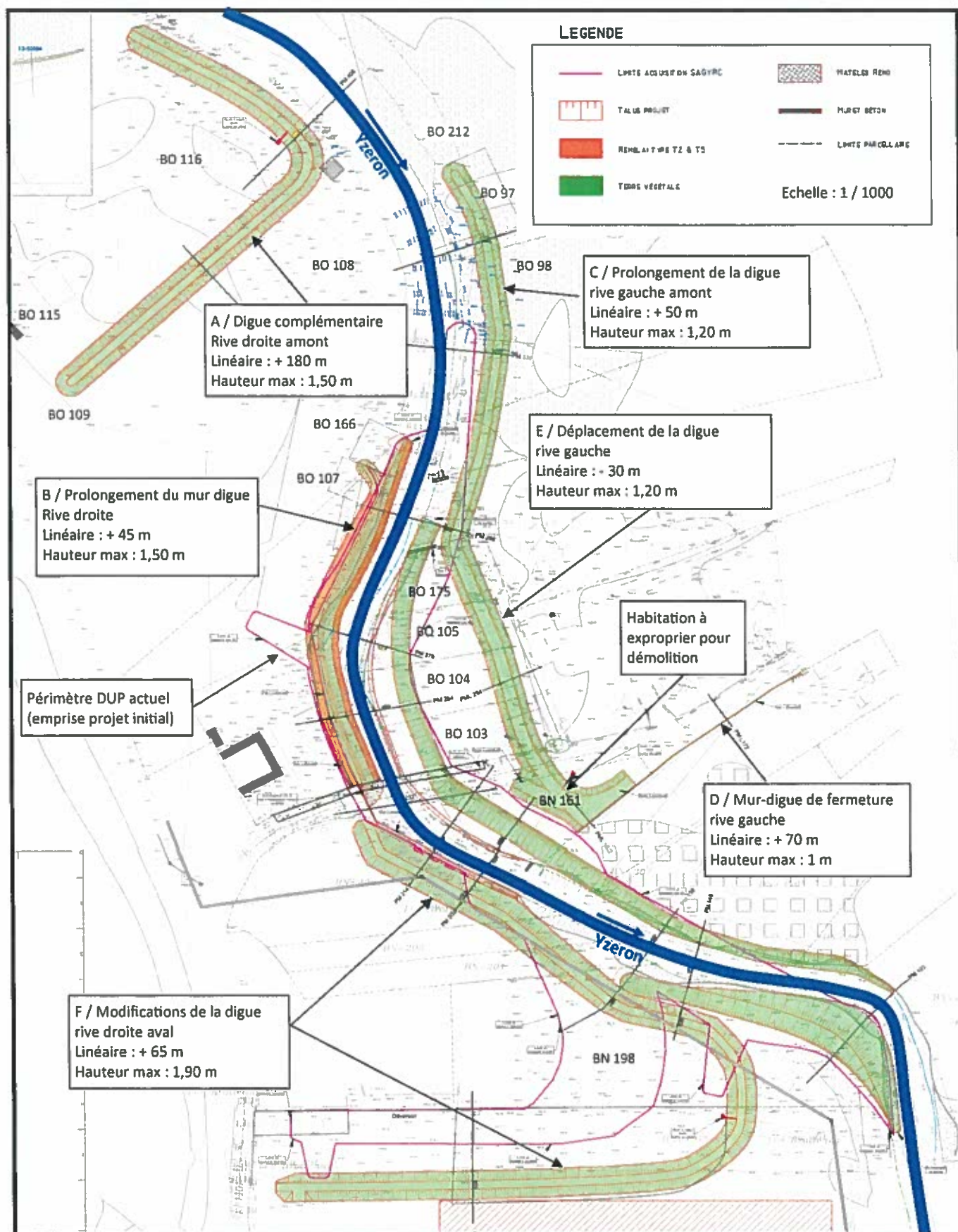




Annexe n°3 au CERFA n°14734 : Vue aérienne du site du projet (2017)



Annexe n°4 au CERFA n°14734 : vue en plan du projet.



VP-56



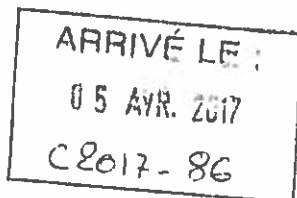
PRÉFET DU RHÔNE

Lyon, le 20 MAR 2017

Préfecture

Direction des Affaires Juridiques
et de l'Administration Locale

Bureau de l'urbanisme
et des affaires domaniales



COPIE

Affaire suivie par : Nathalie SIMIAN-LICODIA
Tél. : 04 72 61 66 16
Courriel : nathalie.simian-licodia@rhone.gouv.fr
Fax : 04 72 61 63 43

Le Préfet du Rhône

à

Monsieur le Président du
Syndicat d'Aménagement et de Gestion de
l'Yzeron, du Ratier et du Charbonnières

OBJET – Déclaration d'utilité publique modificative

Par arrêté du 8 décembre 2011, le projet d'aménagement de cours d'eau en vue de la protection contre les inondations du bassin versant de l'Yzeron et de restauration écologique des milieux aquatiques sur les communes d'Oullins, Sainte-Foy-lès-Lyon, Tassin-la-Demi-Lune et Francheville a été déclaré d'utilité publique. Cet arrêté a été prorogé le 9 septembre 2016.

Le projet tel que déclaré d'utilité publique prévoit des aménagements de cours d'eau répartis sur neuf secteurs de travaux. Lors d'une réunion le 5 janvier 2017, vous avez informé mes services qu'à l'issue d'études menées pour la réalisation des aménagements sur le secteur du Gué de Ruelle Mulet à Francheville, les ouvrages prévus initialement et déclarés d'utilité publique n'étaient plus suffisants pour atteindre l'objectif de protection contre les inondations. De nouveaux ouvrages sur de nouvelles emprises sont nécessaires. Vous souhaitez donc connaître la procédure à envisager pour réaliser ces nouveaux ouvrages.

Le 9 février 2017, vous m'avez transmis une note détaillée sur les travaux et emprises complémentaires nécessaires sur le secteur du Gué de Ruelle Mulet à Francheville. Après examen de ces éléments, compte tenu que :

- les modifications envisagées ne remettent pas en cause l'économie générale du projet,
 - les modifications du projet ne concernent qu'un secteur sur les neuf à aménager,
 - les aménagements à réaliser ont un caractère divisible,
 - les modifications à apporter au projet poursuivent le même objectif de protection contre les inondations et ne modifient pas le coût global de l'opération,
- une modification de cette déclaration d'utilité publique initiale peut être envisagée.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique modificative se limitera au secteur concerné du Gué de Ruelle Mulet.

69-2018-00225

sagyrc
BASSIN DE L'YZERON

Gérer et valoriser nos cours d'eau

-7 SEP. 2018

Arrivée au SEN

IG	DF	ML
GUPC		PGMA
GREPOD		NF
ASST		CME

SYNDICAT
INTERCOMMUNAL
DU BASSIN
DE L'YZERON

16, avenue Émile Evellier
BP 45
69290 Grézieu-la-Varenne

T. 04 37 22 11 55
contact@sagyr.fr

Monsieur le Préfet de Région Auvergne Rhône-Alpes
Direction Départementale des Territoires du Rhône
Service Eau Nature - Guichet unique
165 rue Garibaldi
CS 33862
69401 LYON Cedex 03

Grézieu-la-Varenne, le 6 septembre 2018

Objet : Porter à connaissance – Dossier de demande de modification d'autorisation relatif aux travaux d'aménagement de l'Yzeron sur le secteur de Ruelle Mulet à Francheville.

N/réf. : D2018-121

P. J. : 1 dossier complet en application de l'article R 214-18 du code de l'environnement, comprenant une demande cerfa N° 14734*03 ;
1 copie d'un courrier de la Préfecture du Rhône (DAJAL) du 29/03/17.

Monsieur le Préfet,

Comme vous le savez, le Syndicat du bassin versant de l'Yzeron (SAGYRC) s'est engagé dans un ambitieux programme de protection contre les inondations, labellisé PAPI¹ en octobre 2013.

Il prévoit l'écrêtement des crues centennales en amont grâce à deux retenues sèches, et la réalisation de travaux d'aménagement de cours d'eau dans les zones urbanisées d'Oullins, Ste Foy-lès-Lyon, Francheville, Tassin-la-Demi-Lune et Charbonnières-les-Bains, afin de garantir un premier niveau de protection pour une crue d'occurrence trentennale équivalente à celle de décembre 2003.

La réalisation des barrages écrêteurs est à l'échéance 2020-2021. Une partie des travaux de cours d'eau est aujourd'hui terminée sur les communes de Charbonnières-les-Bains, Oullins et partiellement sur Ste Foy-lès-Lyon. La dernière tranche de travaux a été engagée cet été et devrait se poursuivre jusqu'en 2020.

Ces travaux avaient fait l'objet d'importantes procédures réglementaires au titre des codes de l'environnement, de l'urbanisme et de l'expropriation et avaient obtenu en 2011 et 2012 les autorisations correspondantes, ainsi que leur déclaration d'utilité publique et d'urgence. Ainsi, l'arrêté préfectoral n°2012-525 du 13 janvier 2012 autorise l'aménagement des cours d'eau sur 7 secteurs répartis sur 4 communes.

Nous souhaitons aujourd'hui porter à votre connaissance une nécessaire adaptation des travaux sur un de ces secteurs, concernant le gué Ruelle Mulet à Francheville (secteur n°3).

En effet, suite à des relevés topographiques supplémentaires, il s'avère que les ouvrages autorisés initialement ne sont pas suffisants pour permettre d'atteindre l'objectif de protection sur ce secteur. Les travaux correspondants ont donc été modifiés pour pouvoir garantir les objectifs du PAPI. Le changement des travaux représente donc un enjeu de sécurité important.

¹ : Programme d'Actions de Prévention des Inondations

Comme vous pourrez le vérifier dans le dossier joint, les aménagements ainsi modifiés n'auront pas d'impact sur l'écoulement des eaux, la zone à protéger et les espèces. En ce sens, ils ne remettent pas en cause ni ne modifient l'étude d'impact portée en enquête publique ayant abouti aux autorisations précitées.

Sur ce dernier point, je me permets d'attirer votre attention sur le fait que l'adaptation des travaux nécessite également une DUP complémentaire afin de maîtriser l'ensemble des parcelles concernées, avec notamment l'expropriation d'un bâti vulnérable pour démolition. Nous avons rencontré à ce sujet, au printemps 2017, les services de la Préfecture (DAJAL - Bureau de l'urbanisme et des affaires domaniales), qui ont validé le principe de cette DUP modificative, selon l'analyse portée dans le courrier joint à la présente. L'attention du SAGYRC a été attirée par les services de l'Etat sur la nécessaire confirmation que les travaux actualisés ne nécessitent pas de nouvelle étude d'impact, cela influençant directement le type de DUP à mettre en œuvre (la procédure étant bien plus lourde en cas d'étude d'impact).

Vous trouverez donc, également joint au dossier de porter à connaissance, l'officialisation d'une demande d'examen préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale, selon le cerfa n°14734*03, afin de sécuriser le recours à une procédure de DUP « simple ».

J'insiste enfin sur les enjeux de planning liés à l'instruction de ce porter à connaissance et de la DUP modificative. En effet, le secteur de Ruette Mulet à Francheville est le dernier site à aménager. Il constitue l'un des plus vulnérables aux débordements du bassin versant comme rappelé lors de la crue de novembre 2016, ayant à nouveau engendré d'importants dégâts. Sa mise en attente, dans un contexte local par ailleurs délicat lié au projet de barrage écrêteur, nuit à la bonne mise en œuvre du PAPI repris dans la SLGRI de l'aire métropolitaine lyonnaise, et sur lequel le SAGYRC et l'Etat sont conjointement engagés.

Le SAGYRC reste bien entendu à votre disposition pour tout échange voire pour toute rencontre avec vous et vos services au sujet de ce dossier.

Vous remerciant par avance pour votre instruction, je vous prie de croire, **Monsieur le Préfet**, en l'assurance de ma haute considération.

Alain BADOIL
Président du SAGYRC

